

Faut-il abattre les statues des hommes illustres ?

par Arnaud Exbalin

On les pensait muettes et endormies ; voilà qu’elles se réveillent et se mettent à parler. Dans la torpeur de l’été 2020, des dizaines de statues d’hommes illustres ont été bariolées, graffées, amputées ou détruites aux quatre coins du monde. L’historienne Jacqueline Lalouette a mené l’enquête.

À propos de : Jacqueline Lalouette, *Les statues de la discorde*, Paris, Passés composés/Humensis, 2021, 239 p., 17 €.

Cet ouvrage consacré aux destructions des statues dans l’après-Georges Floyd – ce citoyen afro-américain étouffé par un policier – a toutes les apparences d’un texte de circonstance. Rédigé pendant l’été 2020, il a été publié aux presses des Passés composés qui œuvrent à « diffuser les réflexions des historiens au sein de la cité ». Dans le sillage des travaux de Maurice Agulhon, Jacqueline Lalouette, spécialiste de la laïcité et de l’antycléricalisme en France, avait déjà consacré en 2018 un imposant ouvrage à la statuophilie du XIXe siècle : *Un peuple de statues. La célébration sculptée des grands hommes (1804-2018)*.

Elle ouvre ici son terrain de prédilection (hexagonal) à des horizons plus vastes et aborde les rivages de l’actuel. Le texte court et à l’appareil critique léger vise un public large. Il est organisé en quatre chapitres : le premier est un panorama global des statues contestées dans le monde, le second se focalise sur les statues liées à l’histoire de l’esclavage dans l’outre-mer français, le troisième est consacré aux statues des

colonisateurs érigées dans les colonies françaises et le dernier chapitre se penche sur le devenir des statues dans les espaces publics. L'ensemble est accompagné d'une belle iconographie qui éclaire judicieusement le texte.

Été 2020 : une vague iconoclaste

L'intérêt de l'opuscule est triple. Le premier est d'aborder une question brûlante, ce que les historiens – à l'exception notable des historiens du temps présent – n'ont guère l'habitude de faire. Jacqueline Lalouette replace d'entrée le mouvement iconoclaste de l'été 2020, que les journalistes ont trop vite interprété comme un phénomène mondial découlant du mouvement étatsunien Black Lives Matter, dans une série d'actions destructrices qui se manifestent dès les années 2010 aux États-Unis contre les statues des généraux confédérés, en Afrique du Sud contre les effigies de Cécile Rhodes avec le mouvement « Rhodes Must Fall » en 2015, en Australie en 2017, etc.

Jacqueline Lalouette présente ensuite de la manière la plus équilibrée possible les arguments des destructeurs et ceux des défenseurs des statues. Pour les premiers, certaines statues (surtout celles des militaires des conquêtes) perpétuent dans l'espace public une vision coloniale, raciste et patriarcale du passé qui ne correspond plus aux valeurs actuelles. A-t-on encore besoin de statues de grands hommes dans une société démocratique ? Selon Françoise Vergès, présidente du Comité national pour la mémoire et l'histoire de l'esclavage (2009-2013), citée à plusieurs reprises, certaines statues diffusent l'idée selon laquelle « l'humanité serait divisée entre les vies qui comptent et les vies qui ne comptent pas ».

Les défenseurs des monuments avancent au contraire le fait que les statues font partie du patrimoine artistique du pays, que ces statues sont des repères dans l'espace public, célèbrent l'histoire de la France et que ce n'est pas en détruisant que l'on effacera le passé.

La voix du Président de la République, Emmanuel Macron relève de ce parti pris : « La République n'effacera aucune trace, ni aucun nom de son histoire. Elle n'oubliera aucune de ses œuvres. Elle ne déboulonnera pas de statues », déclaration officielle du 14 juin 2020. Pour séduire la jeunesse, il appelait dans le média Brut à une

concertation pour élaborer un catalogue de plusieurs centaines de noms destinés à être honorés dans l'onomastique (noms de places et de rues) et la statuaire publiques.

En réponse aux militants antiracistes qui dénoncent des statues érigées pour perpétuer le « privilège blanc », Jacqueline Lalouette prend soin de recenser les derniers monuments érigés aux « nouveaux héros » issus des minorités noires. Toussaint Louverture, le père de l'indépendance haïtienne à Massy en 1989, Bordeaux en 2005, à La Rochelle (par Ousmane Sow) en 2015 ; Louis Delgrès, libre de couleur et colonel d'infanterie mort contre les troupes napoléoniennes en 1802 en Guadeloupe, mais aussi au Blanc-Mesnil en 2017 ; le général Dumas, le père du romancier, à Paris en 2002 ; Aimé Césaire le fondateur de la négritude, maire de Fort-de-France et député, à Sarcelles en 2010, Jean-Marie Dijbaou, figure majeure du nationalisme kanak assassiné en 1989, à Nouméa en 2020, etc. Elle expose ensuite dans une perspective de recherche-action les solutions alternatives aux destructions : musées, plaques explicatives, détournements artistiques.

Le troisième apport est d'ordre méthodologique. Chaque statue étant unique, leur étude exige une approche micro-située d'autant que les statues émergent dans le giron des conseils municipaux et doivent donc être abordées à une échelle locale. L'auteure parvient à ramasser au cœur de l'analyse à la fois des éléments de biographie sur les personnes représentées, des données matérielles de la statuaire (matériaux, supports, localisation, financement), une sémiologie des symboles, de la gestuelle, des inscriptions, les rituels civiques qui accompagnent la naissance et la vie des statues pour finalement livrer une méthode d'analyse de la geste destructrice. L'ouvrage foisonne ainsi d'études de cas. On apprend par exemple que le terme de déboulonnage si souvent repris dans la presse est impropre, car la majorité des statues ont seulement été posées sur leur socle, ce qui facilite leur destruction. Le fait que ces monuments n'aient pas été scellés dit à quel point les commanditaires n'envisageaient pas alors qu'ils pussent être démontés un jour.

Pour une histoire globale de l'iconoclasme ?

Ce foisonnement d'exemples se fait bien souvent au détriment de l'analyse. Par exemple, le tour du monde des destructions (chap. 1) qui passe sous-silence les actes iconoclastes perpétrés en Amérique latine, plus qu'une simple typologie (p. 40), appelait une montée en généralité, des interprétations ou pour le moins des

questionnements qui n'arrivent pas dans les conclusions intermédiaires très succinctes. Qu'est-ce que ce phénomène global révèle des tensions à l'œuvre dans les lectures diverses et antagonistes des passés coloniaux ? Assiste-t-on à des tentatives de décolonisation des espaces publics ? Ces destructions sont-elles uniquement l'œuvre de groupuscules d'activistes comme le suggère l'auteure ?

Dans l'histoire longue des destructions tout juste mentionnée en introduction, l'auteure aurait pu rappeler que les actes iconoclastes ont parfois été portés par de véritables politiques nationales de « décommémoration », c'est-à-dire de programmes volontaristes visant à retirer les symboles et les rituels civiques d'un régime passé (et honni) et de les remplacer par des effigies conformes au nouveau régime en place. Ce fut le cas dans la France post-révolutionnaire bien connu grâce aux solides travaux d'Emmanuel Fureix. Le XIXe siècle, avec la chute de l'Empire, les restaurations, les révolutions et l'instauration d'un régime républicain sont submergés de « vagues d'épuration expiatoire des signes du passé ». Par exemple, lors de l'épisode de la Commune et du démontage de l'effigie d'Henri IV située sur la façade de l'hôtel de ville de Paris. Comme le précise E. Fureix, les clichés pris par les frères Léauté font croire à la destruction de la statue pendant l'épisode iconoclaste de la Commune alors qu'elle a été simplement déposée et remise. La photographie du démontage – destinée à alimenter une filiation idéologique entre la Commune et la Révolution française – et sa diffusion sont ici aussi importantes pour l'analyse que l'acte lui-même.

Démonter le discours militant ?

Prise d'empathie pour son objet d'étude, Jacqueline Lalouette a tendance au fil des pages, peut-être malgré elle, à opposer de manière frontale deux types de discours : celui des historiens et des historiennes mesuré, professionnel, distancié, toujours prompt à déceler le péché mortel de l'anachronisme à celui des militants, excessif, faussé, qualifié de « litanie d'outrances » (p. 182). Or, l'auteure montre elle-même qu'il existe des positions très différentes au sein de la communauté des chercheurs. La question de la génération pourrait être prise en compte : est-ce un hasard si Mathilde Larrère, Guillaume Mazeau ou Sarah Gensburger (cités comme des chercheurs favorables au retrait de certaines statues) appartiennent à la nouvelle génération ? Ce n'est pas tant la question de savoir si les statues de souverains, gouvernants, explorateurs, entrepreneurs doivent ou non être maintenues qui intéresse les chercheurs, mais celle des processus politiques à l'œuvre dans les usages

publics des passés. Vaste question qui trouve autour des statues un très beau et solide point d'ancrage.

Une approche pluridisciplinaire (anthropologie, sociologie, science du politique) aurait contribué à enrichir l'analyse et sortir de l'aporie du « faut-il déboulonner ? » Une sociologie de ces mouvements ou, pour le moins, une synthèse des travaux existants aurait donné des pistes aux lecteurs pour aborder avec plus de justesse ceux qui pratiquent, selon l'auteure, « l'abus de mémoire » (p. 179), c'est-à-dire une sélection de certains éléments du passé à des fins militantes. On pense aux travaux d'Abdellali Hajjat sur les premiers mouvements anti-racistes – la Marche des Beurs de 1983 –, plus récemment à ceux d'Audrey Célestine sur les minorités caribéennes présentes à Paris et à New York ou encore aux études menées par Adèle Mommeja. Qui sont ces militants anti-racistes et anti-esclavagistes ? Sont-ils les seuls à vouloir aujourd'hui déboulonner ? Comment leurs interventions ont-elles été préparées, pensées, calibrées ? Comment ces actions se greffent-elles à d'autres questions sociétales ?

Par exemple, la destruction commise sur cinq effigies de Schœlcher en 2020 en Guadeloupe, en Martinique et à Cayenne (p. 44-62) – difficilement compréhensible pour un métropolitain ignorant les réalités locales – ne peut être abordée en dehors de la dureté des rapports sociaux et des héritages palpables de la période coloniale (quatre siècles) qui structurent les relations sociales de la Caraïbe française. Dans l'écheveau complexe des motivations multiples qui poussent à l'action, il a été reconnu que ce n'est pas tant le personnage de Schœlcher qui a été visé que l'idéologie ayant conduit à l'érection de ses effigies, le schoelchérisme, « une idéologie assimilationniste visant à occulter la résistance incessante des esclaves et à magnifier une France abolitionniste généreuse », selon Patrick Chamoiseau sur Twitter.

Vandales ou iconoclastes ?

Le choix même des vocables, opéré par l'auteure pour qualifier les attaques contre les statues, est problématique, car ce choix fait intégralement partie du sujet. Le terme de vandalisme qui apparaît à plusieurs reprises dans l'intitulé des chapitres et des sous-parties est préféré à celui d'iconoclasme. Préférer « vandalisme » qui induit une violence gratuite et désordonnée à « iconoclasme » qui souligne la dimension politique du geste est un choix qui appelait des explications préliminaires. L'évolution

sémantique de ces mots a été étudiée il y a 25 ans par l'historien de l'art Dario Gamboni dont les travaux, jamais cités, sont incontournables. Une analyse des occurrences de ces deux termes dans la presse aurait été instructive pour justement mesurer la réception de ces mouvements dans les médias. Au sein de la longue histoire de l'iconoclasme, l'histoire de la condamnation des destructions est un thème central qui aurait mérité un développement.

Dans la grande variété des actes iconoclastes perpétrés récemment, la statue de Gallieni, gouverneur de Madagascar, érigée à Paris en 1926 à la suite d'une souscription de la ligue maritime et coloniale française, n'a pas été détruite, mais recouverte d'un voile noir (un linceul) et graffée du message « Déboulonnons le récit officiel ». L'effigie de Gallieni repose sur quatre cariatides au profil ethnicisé, allégories de Paris, du Tonkin, du Soudan et de Madagascar. Elle avait déjà fait l'objet d'attaques de la part d'anti-militaristes à la fin des années 1920 et avait dû être déplacée.

Enfin, il y a un point aveugle dans l'étude : si Jacqueline Lalouette insiste bien sur la matérialité, le financement, le lieu d'implantation des statues, elle passe en revanche sous silence le substrat idéologique qui a accompagné leur érection. Qu'est-ce qui a nourri à un moment donné (la majorité des statues a été érigée entre 1870 et 1914, apogée de l'empire colonial français) ce culte des grands hommes ?

Un retour sur les iconoclasmes extra-hexagonaux aurait pu fournir matière à réflexion. Les centaines de statues édifiées dans le sud des États-Unis en l'honneur des généraux confédérés ne cherchaient pas uniquement à honorer la mémoire sudiste. Lorsqu'elles ont été érigées entre 1890 et 1920, cela faisait plus de trente ans que la Guerre de Sécession était terminée. Elles se plaçaient dans le prolongement des lois ségrégationnistes Jim Crow. Il s'agissait d'inscrire dans la pierre les valeurs civiques dominantes et d'alimenter le mythe de la *lost cause*.

Pour être apprécié, *Les statues de la discorde* doit être lu davantage comme un panorama documenté de la vague iconoclaste de l'été 2020 et un essai raisonnablement polémique (l'auteur est clairement favorable au maintien des statues) que comme une enquête historique. Articuler l'iconoclasme actuel appréhendé à une échelle globale aux iconoclasmes passés relève il est vrai d'une entreprise monumentale, un chantier qui ne peut être mené que collectivement comme l'appelait déjà de ses vœux en 1997 Dario Gamboni.

Pour aller plus loin

- Célestine Audrey, *La Fabrique des identités. L'encadrement politique des minorités caribéennes à Paris et New York*, Paris et Aix-en-Provence, Karthala et Sciences Po Aix, coll. « Questions transnationales », 2018.
- Fureix Emmanuel, *L'œil blessé. Politiques de l'iconoclasme après la Révolution française*, Champ Vallon, 2019.
- Gamboni Dario, *The Destruction of Art. Iconoclasm and Vandalism since the French Revolution*, Reaktion Book Ltd, 1997.
- Hajjat Abdellali, *La Marche pour l'égalité et contre le racisme*, Paris, Amsterdam, 2013.
- Lalouette Jacqueline, *Un peuple de statues. La célébration sculptée des grands hommes (1804-2018)*, Éditions mare & martin, 2018.
- Southern Poverty Law Center, « Whose Heritage? Public Symbols of the Confederacy », édition revue le 1er février 2019, en ligne.

Publié dans lavedesidees.fr, le 8 septembre 2021.